



# Conseil économique et social

Distr. générale  
30 octobre 2014  
Français  
Original : anglais

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2015

26 janvier-3 février et 13 février 2015

### Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fédération générale des femmes arabes. . . . .	2
2. International Council of Managing Consulting Institutes . . . . .	3
3. International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse . . . . .	4
4. Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran . . . . .	6
5. Internationale des résistants à la guerre. . . . .	7



## **1. Fédération générale des femmes arabes**

### **Statut consultatif spécial: 1985**

#### **Introduction**

La fédération générale des femmes arabes s'emploie énergiquement, avec ses organisations membres, à représenter les femmes arabes du Moyen-Orient. Elle a joué un rôle actif à l'ONU au niveau mondial et dans plusieurs bureaux régionaux de l'ONU et n'a pas cessé de réunir des femmes de la région et d'ailleurs pour qu'elles partagent des expériences et des idées sur les sujets liés aux femmes, à la paix et aux droits fondamentaux.

#### **Buts et objectifs**

La Fédération se consacre à l'instauration de la paix et de la justice, à la défense des droits des femmes arabes et à leur émancipation de sorte qu'elles exercent leurs droits, à l'amélioration de la condition des femmes et de leur participation au développement socioéconomique de leur société, à l'intensification de la coopération et de la solidarité entre les associations féminines arabes et internationales, à l'élimination de toutes les formes de discrimination et au renforcement du système des Nations Unies et de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et des autres objectifs de l'ONU en matière d'égalité sociale et d'équité économique. En plus de ses objectifs et principes habituels, la Fédération s'est attachée à appeler l'attention sur les changements politiques dans le monde arabe et leurs effets négatifs sur tous les aspects de la vie.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Chaque année, la Fédération a célébré la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien le 29 novembre en publiant les déclarations d'organisations non gouvernementales (ONG) sur la situation des Palestiniens vivant sous occupation israélienne et a réclamé des mesures pour garantir la protection et les droits des Palestiniens.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

La Fédération a pris part à plusieurs sessions du Conseil des droits de l'homme, lors desquelles elle a présenté des déclarations orales et écrites et a animé des manifestations parallèles d'organisations non gouvernementales:

a) En 2010, la Fédération a formulé des observations sur le rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza. Elle a également organisé deux manifestations parallèles intitulées: « Apartheid en Israël, un crime contre l'humanité » et « La détresse des réfugiés palestiniens »;

b) En 2011, la Fédération a présenté trois déclarations sur la situation des droits de l'homme en Irak, à partir du rapport de la Mission d'assistance des

Nations Unies en Irak, et trois déclarations sur la situation des droits de l'homme dans la République arabe syrienne et les violences commises contre les femmes syriennes dans les camps de réfugiés. Par ailleurs, elle a organisé quatre manifestations parallèles;

c) En 2012, la Fédération a évoqué la détérioration de la situation des droits de l'homme dans la République arabe syrienne, en se fondant sur le rapport de la commission d'enquête indépendante sur la République arabe syrienne, et a organisé deux manifestations parallèles sur les risques de radiation et les droits de l'homme au niveau international et les souffrances des femmes irakiennes sous un régime d'occupation.

#### **Coopération avec des organes de l'ONU**

La Fédération a participé chaque année aux réunions de la Commission de la condition de la femme à New York et à toutes les manifestations parallèles sur les femmes et la paix. Elle a analysé des documents, diffusé des informations, célébré la Journée internationale de la femme et surveillé la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. La Fédération a assuré le suivi des réunions de la Commission du développement durable en ce qui concerne la pollution, l'élimination des déchets, l'énergie nucléaire, les établissements humains, le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires, et le suivi de la Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Elle a également dirigé un séminaire à l'intention de 35 stagiaires sur les compétences en matière d'organisation.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune précision sur le sujet.

## **2. International Council of Management Consulting Institutes**

### **Statut consultatif spécial: 2001**

#### **Introduction**

L'International Council of Management Consulting Institutes est le porte-voix mondial de la profession de conseil de gestion et représente des instituts de conseil de gestion nationaux dans plus de 60 pays, qui respectent les normes internationales, le code de déontologie et le titre officiellement et mondialement reconnu de conseiller de gestion agréé. L'application de ces exigences rigoureuses est garantie par le programme d'assurance qualité de l'Institut.

#### **Buts et objectifs**

L'Institut a pour objet d'améliorer les règles du conseil de gestion dans le monde entier et de soutenir la création et l'essor d'instituts professionnels dans chaque pays.

### **Changements à signaler**

En 2013, l'Institut a nommé son premier Directeur exécutif (installé à Amman), qui exerce sa fonction à l'échelle mondiale et assure les relations avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'Institut est intervenu dans 15 pays pour mettre à disposition des formateurs en conseil de gestion (et former les formateurs) et créer des instituts professionnels qui délivrent des diplômes aux conseillers en gestion autochtones et qui mettent en valeur le recours avantageux à des conseillers en gestion. Il estime que ces actions ont permis à plus de 3 000 petites et moyennes entreprises de recevoir un appui en conseil de gestion, qui s'avère précieux pour les économies ne possédant pas de tradition dans ce secteur. En partenariat avec l'Organisation internationale du travail, l'Institut a accepté de concevoir un cours sur la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises pour les patrons et les conseillers d'Afrique du Nord. Le cours a débuté à la fin de 2010 mais le Printemps arabe a entraîné une suspension car bon nombre des participants attendus étaient originaires d'Afrique du Nord. Dès que la situation le permettra, les cours communs reprendront.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'Institut a assisté au forum public de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui portait sur l'expansion du commerce par l'innovation et l'économie numérique, du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2013 au siège de l'OMC à Genève, afin d'aborder et de mieux comprendre l'importance de l'innovation dans le développement du conseil de gestion au niveau international. Les entretiens sur les échanges commerciaux dans les services et l'aide aux pays en développement se poursuivent avec l'OMC et le Centre du commerce international.

### **Coopération avec des organes de l'ONU**

Aucune précision à ce sujet.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune précision à ce sujet.

## **3. International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse**

### **Statut consultatif spécial: 1989**

#### **Introduction**

L'International Federation of Non-Governmental Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse comprend les ONG du monde entier qui s'intéressent à la lutte contre les stupéfiants et la consommation de substances toxiques.

**Buts et objectifs**

La Fédération a pour but d'étoffer la collaboration et les échanges constructifs entre organisations non gouvernementales à l'échelon régional et international de façon à recenser leurs besoins en matière de services et à mettre en œuvre des programmes diversifiés visant à prévenir et contrôler la toxicomanie dans l'intention, à terme, de parvenir à une société exempte de drogues. Elle encourage également la coopération et la collaboration entre organisations gouvernementales et non gouvernementales au niveau national, régional et international.

**Changements à signaler**

La Fédération a multiplié ses affiliations avec des ONG internationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, au nombre desquelles un contrat d'adhésion avec IOGT International en 2011. Le Secrétaire de la Fédération a été élu Vice-Président de l'Organisation des familles d'Asie et du Pacifique.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

La Fédération et les organisations qui lui sont rattachées continuent d'agir, en partenaires stratégiques importants de l'Organisation mondiale de la santé, pour faire connaître, au niveau mondial, les effets nocifs de l'alcoolisme. La Fédération distribue à ses membres le projet de calendrier des réunions de l'ONU et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

La Fédération a participé aux réunions suivantes des Nations Unies:

- a) Cinquante-quatrième session de la Commission des stupéfiants, qui s'est tenue à Vienne du 21 au 25 mars 2011;
- b) Reprise de la vingtième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui a eu lieu à Vienne les 12 et 13 décembre 2011;
- c) Cinquante-cinquième session de la Commission des stupéfiants, qui s'est tenue à Vienne du 12 au 16 mars 2012;
- d) Vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui a eu lieu à Vienne du 23 au 27 avril 2012;
- e) Sixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui a eu lieu à Vienne du 15 au 19 octobre 2012;
- f) Reprise de la cinquante-cinquième session de la Commission des stupéfiants, qui s'est tenue à Vienne les 6 et 7 décembre 2012.

**Coopération avec des organes de l'ONU**

En 2011 et 2012, la Fédération a coopéré avec le bureau régional de l'ONUDC de Bangkok. En liaison avec IOGT International, elle a organisé une manifestation en marge d'une session de la Commission des stupéfiants en 2012 pour réfléchir aux clauses de la Convention relative aux droits des enfants destinées à protéger ceux-ci de la toxicomanie et du trafic illicite.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune précision à ce sujet.

**4. Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran**

**Statut consultatif spécial: 1997**

**Introduction**

Le Network of Women's Non-Governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran (Réseau d'organisations non gouvernementales féminines dans la République islamique d'Iran) a été créé en 1995 avec la participation de 76 organisations et a commencé ses activités la même année. Il compte maintenant 1 100 ONG.

**Buts et objectifs**

L'organisation a pour finalité de renforcer et d'améliorer la situation et l'autonomisation des femmes dans une société islamique, de consolider le socle familial, de proposer un modèle pour l'épanouissement de la culture religieuse des femmes dans le pays et dans le monde entier, et de mettre en lumière les problèmes des femmes dans le pays.

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a réalisé une étude sur la manière de mieux connaître les activités des ONG en Iran et dans le monde et sur le mariage en Iran. Actuellement, elle rédige un rapport pour l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits des femmes en République islamique d'Iran.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes des Nations Unies:

- a) Treizième à vingt-deuxième sessions du Conseil des droits de l'homme;
- b) Sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme de 2010 et 2013, qui ont eu lieu à New York;
- c) Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012;
- d) Rencontre avec Ahmed Shaheed, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran;
- e) Seizième Sommet du mouvement des pays non alignés, qui s'est tenu à Téhéran du 26 au 31 août 2012.

**Coopération avec des organes de l'ONU**

Aucune précision à ce sujet.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune précision à ce sujet.

**5. Internationale des résistants à la guerre****Statut consultatif spécial: 1973****Introduction**

L'Internationale des résistants à la guerre est un réseau antimilitariste et pacifiste fondé en 1921 qui œuvre pour un monde sans guerre. Le réseau comprend plus de 80 groupes affiliés dans 40 pays. L'organisation sert de catalyseur à l'entraide en mettant les personnes en relation, par des publications, des rassemblements et des actions, en organisant des campagnes en faveur de la non-violence qui font directement appel aux associations locales et aux personnes, en soutenant celles qui s'opposent à la guerre et qui mettent en question les motivations, en prônant le pacifisme et la non-violence et en informant le public.

**Buts et objectifs**

L'ambition de l'organisation est inscrite dans la déclaration suivante: "La guerre est un crime contre l'humanité. Je n'ai donc pas l'intention de soutenir quelque guerre que ce soit et je lutterai pour éliminer toute raison de faire la guerre".

**Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

Entre 2010 et 2013, l'organisation a participé aux travaux du Conseil des droits de l'homme et du Comité des droits de l'homme. Elle a aussi transmis des informations au Groupe de travail sur la détention arbitraire. Elle a aidé d'autres organisations à s'informer sur les activités de l'ONU et ses mécanismes, notamment par la publication du document *A Conscientious Objector's Guide to the International Human Rights System*.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Voir ci-dessus.

**Coopération avec des organes de l'ONU**

Voir ci-dessus.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire  
pour le développement**

Aucune précision à ce sujet.

---